

Les violences faites aux femmes tuent

La semaine du 20 novembre est une semaine hautement symbolique pour nous, organisations féministes. C'est une semaine rythmée par des dates à la mémoire de nos sœurs assassinées, d'abord le 20 novembre pour le jour du souvenir trans (TDoR en anglais) puis le 25 novembre avec la journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Le jour du souvenir trans est, chaque année, le moment de se recueillir et rappeler les conséquences bien réelles des politiques réactionnaires du gouvernement et de la transphobie qu'elles légitiment. La transphobie tue, dans l'impunité et l'indifférence générale. Les conditions matérielles d'existence des trans sont mauvaises et se dégradent. Les plus touchées par ces violences sont les femmes, immigrées, prostituées, pauvres.

La journée internationale contre les violences faites aux femmes est aussi le moment de se recueillir et de rappeler les conséquences de la complaisance des pouvoirs publics et de la destruction d'un service public de qualité, à même de recevoir les victimes. Nous dénonçons l'incurie des pouvoirs judiciaires et policiers. Nous dénonçons leurs remarques sexistes, leur incapacité de prendre au sérieux des situations de danger imminent, leur refus d'enregistrer les plaintes qui sont encore une réalité aujourd'hui. Le nombre de féminicides (97 en 2023, 118 en 2022), le prouve si besoin était, alors même que ces chiffres sont en dessous de la réalité et ne prennent pas en compte les femmes qui se suicident suite à des violences sexistes et sexuelles entre autres.

La conséquence logique de l'attaque contre les trans et les homosexuel·le·s, nous l'avons déjà vu à l'international, c'est l'attaque contre l'ensemble des femmes – avec notamment la criminalisation de l'avortement en premier lieu et la nécessité de faire front commun contre l'oppression patriarcale qui s'appuie sur les inégalités sociales et raciales et qui est renforcée par le système capitaliste. Il est d'autant plus important dans ce contexte de montée globale des violences d'affirmer, de réaffirmer et d'appuyer notre soutien aux femmes du monde entier, à celles qui vivent en France, qui sont confrontées aux horreurs racistes cautionnées et encouragées par différents pays.

Nous, militantes féministes et antisexistes, appelons à nous rassembler pour revendiquer :

- 1 milliard pour lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles en France ;
- des moyens suffisants pour les services publics et services de planification pour garantir l'accès à la contraception et à l'avortement ;
- la régularisation de toutes les femmes sans-papier et leur protection contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous voulons constituer une riposte trans et féministe, pour nous garantir des conditions de vie dignes et une égalité pas seulement en droit mais concrète et réelle.

Signataires :

Association France Palestine Solidarité (AFPS), AIDES, Association pour la Promotion des Travailleurs Immigrés (APTI), L'Arène des Fiertés, ATTAC, Collectif La Basse Cour, Droit Au Logement 30 (DAL 30), Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Nîmes en Transition, Organisation Solidarité Trans (OST), Le Planning Familial, Chorale féministe Les Simones, CNT 30, Confédération Paysanne, FSU, Solidaires 30, Ensemble 30, La France Insoumise Nîmes, Gauche écosocialiste 30, Générations.